

Appel à contributions Ingénieur·es et écologie

Cet appel vise à regrouper des contributions pour une journée d'études qui aura lieu à Bordeaux le 20 février 2025. Les contributions seront discutées dans la perspective à la fois d'un ouvrage qui sera proposé à un éditeur, et d'une publication dans une revue scientifique fin 2025 ou début 2026.

Les résumés des propositions (500 mots) incluant la méthodologie d'enquête, le matériau empirique et l'argument du papier sont attendus pour le lundi 25 novembre 2024 à l'adresse suivante : collectif_epsi@protonmail.com.

Seront notamment précisés : les nom et prénom des auteurices, leur affiliation, le titre de la communication et le positionnement dans l'un (ou plusieurs) des axes proposés. La participation est gratuite, sur [inscription](#).

Argumentaire

Incarnation des ambitions prométhéennes occidentales et modernes dans leurs pratiques et leurs manières de concevoir le monde (Jarrige, 2014), les ingénieurs sont régulièrement représentés comme les anti-héros des récits écologiques qui dressent le bilan des destructions environnementales engendrées par les activités humaines. De la première révolution industrielle au XIX^e siècle jusqu'à la Grande Accélération de la seconde moitié du XX^e siècle (Steffen, Crutzen & McNeill, 2007), les ingénieurs se sont vus confier la mission de maîtriser la matière, de comprendre et de s'approprier les lois et les principes qui la régissent afin de l'adapter, la transformer, l'exploiter au service de projets sociaux, politiques et économiques. Ces pratiques et ce rôle professionnels s'accompagnent, en France, d'une triple légitimité à la fois scientifique, économique et politique (Vérin, 1998) qui inscrit les ingénieurs au sein de l'élite nationale.

Si les travaux en histoire (environnementale notamment) nous rappellent que les effets négatifs de l'industrialisation n'ont pas été découverts aussi tardivement qu'on a pu le

dire (Fressoz, 2012), le souci de l'écologie n'a pas toujours été une préoccupation majeure de nos sociétés. Depuis l'émergence des mouvements écologistes à partir des années 1960, des formes de réponses hétérogènes ont été structurées et se sont diffusées dans des espaces sociaux et des niveaux d'action différents : action publique locale, nationale et internationale, instruments managériaux, discours politiques et scientifiques, etc. Au sein de ces divers milieux, et de manière croissante, se trouvent des ingénieur·es. Pour certain·es, la question écologique, au sein des organisations publiques ou privées qui les emploient, est surtout une contrainte, un obstacle pour leurs projets techniques ; pour d'autres une opportunité en termes de marché, un défi pour l'innovation, une justification légitime pour prétendre à davantage d'autorité et de responsabilités hiérarchiques, autrement dit un éco-pouvoir (Lascoumes, 1994) ; pour d'autres encore un objet de préoccupation complexe qui mérite attention et nécessite de reconsidérer leur métier, voire de s'engager pour une cause (Bouzin, 2023 ; Coutant, 2024).

Qu'en est-il des relations entretenues entre les ingénieur·es et les enjeux écologiques dans ce contexte ? De fait les attitudes de leur groupe socio-professionnel à l'égard de la question environnementale ont été longtemps en fort décalage vis-à-vis de leurs concitoyen·nes (Didier & Talin, 2011). Si les ingénieur·es ont pu être réticent·es à l'égard de mouvements écologistes vus comme anti-modernes et trop critiques du monde industriel, on observe depuis le milieu des années 2010 un certain nombre de signaux forts indiquant un engagement écologique au sein de ce groupe socio-professionnel. On peut ainsi penser à la mobilisation publique et médiatique d'entrepreneurs de cause ingénieurs tels que Jean-Marc Jancovici et Philippe Bihouix, la multiplication d'organisations militantes fondées par des ingénieur·es (par exemple Les Shifters, Ingénieur·es Engagé·es, Pour un réveil écologique, La Fresque du climat, Les Désert'heureuses...), la création d'entreprises telles que Carbone 4 et Négawatt, la diversification des actions collectives menées (tribunes dans les écoles d'ingénieur·es ou dans la presse, boycott d'entreprises, désobéissance civile, *etc.*). Ces indices d'engagement invitent à réinterroger la relation des ingénieur·es à l'écologie. Ils amènent à repositionner les ingénieur·es contemporain·es entre une image d'adversaires par définition des mouvements écologistes dans le monde industriel ou, à l'inverse, l'idéalisation d'une jeunesse diplômée d'écoles d'ingénieur·es qui serait subitement devenue largement écologiste.

Comment les ingénieur·es se saisissent-ils de l'écologie ? Quel·les ingénieur·es s'en saisissent (âge, genre, spécialité, diplôme, origine sociale, *etc.*) ? Quelles reconfigurations cela induit-il au sein de la profession ? Comment les questions environnementales modifient et s'articulent-elles avec leurs rapports au travail et à la carrière, mais aussi au politique ?

Cette journée d'études vise à explorer, comprendre et analyser les rapports des ingénieur·es aux questions écologiques, dans différents espaces sociaux et avec une dimension historique. Nous sommes intéressé·es par toute contribution empirique sur des terrains dans lesquels des ingénieur·es sont actif·ves.

Une précision s'impose sur notre choix terminologique et notre position théorique : pourquoi préférer ici le concept d'écologie à celui d'environnement ? Parce que nous nous intéressons à la manière dont les ingénieur·es, quels que soient les espaces sociaux où ceux-ci s'inscrivent, se saisissent des questions soulevées, constituées en problèmes publics par les mouvements écologistes, par les conséquences des activités humaines sur les conditions d'existence : le changement climatique, la dégradation de la biodiversité et des écosystèmes, l'intensification et la diversification des pollutions, *etc.* Le questionnement centré sur le rapport des ingénieur·es à l'environnement ne nous satisfait pas totalement dans la mesure où il apparaît selon nous reproduire la séparation ontologique cartésienne qui « place l'homme hors de la nature, selon des lignes de partage qui sont celles du naturalisme occidental » (Larrère & Larrère, 2015, p. 160). Interroger le rapport des ingénieur·es à l'écologie, aux enjeux écologiques, permet au contraire un changement d'échelle méthodologique dans la réflexion et l'analyse. Cette différence de focale à la fois ontologique et méthodologique se retrouve par ailleurs dans la distinction entre « environnementalisme » (approche managériale de la nature) et « écologisme » (transformation des hiérarchies et des structures sociales) opérée par Andrew Dobson (2007, p. 2-3).

Cette journée d'études vise donc à interroger cette représentation doxique des ingénieur·es souvent réduit·es à des technocrates enfermés dans une gestion anthropocentrée et prédatrice de l'environnement, vecteurs d'une rationalisation technique et par conséquent d'un désenchantement du monde.

Les contributions pourront s'inscrire dans l'un (ou plusieurs) des axes suivants définis comme autant d'espaces et de lieux de construction des rapports entre ingénieur·es et écologie :

Axe 1 - L'État : les technocrates de l'écologie ?

Dans le prolongement des analyses de Pierre Lascoumes sur l'éco-pouvoir (1994), la question de la manière dont l'État se saisit de l'écologie rencontre bien souvent la question de la place des ingénieur·es. Qu'il s'agisse des grands corps - on peut penser à la fusion des corps de Ponts et des Eaux et Forêts et de leur place au ministère de l'environnement - des collectivités territoriales ou des administrations techniques, les ingénieur·es sont bien souvent très présent·es, tant dans l'élaboration de normes juridiques que dans leur mise en œuvre.

Axe 2 - Le monde des entreprises : les ingénieur·es de l'économie écologique ?

Dans les entreprises, les enjeux environnementaux sont souvent confiés à des ingénieur·es, ne serait-ce que pour les dépolitiser et les techniciser. Qu'il s'agisse d'ACV (analyse de cycles de vie), de compensation carbone, de stratégie bas carbone, de lobbying, de création d'entreprises ou de *think tanks*, ou de R&D orientée vers l'environnement, les ingénieur·es se retrouvent souvent au cœur des logiques de RSE ou de transformation des modèles productifs.

Axe 3 - L'action collective : un nouveau militantisme vert par les ingénieur·es ?

Les ingénieur·es sont peu présent·es dans les mondes militants. Néanmoins, l'engagement écologiste de certain·es les amène à s'insérer dans ces espaces (on peut penser à plusieurs maires écologistes de grandes villes qui ont une formation d'ingénieur·e), voire à créer des associations, des syndicats (Printemps écologique) et même un parti écologiste (Équinoxe). Cependant, les trajectoires et modalités d'actions demeurent bien

souvent assez spécifiques et tendent à s'ancrer dans un éthos et une pensée d'ingénieur·es.

Axe 4 - Les (grandes et petites) écoles : une écologisation de la formation des ingénieur·es ?

La socialisation des ingénieur·es et des enseignant·es aux enjeux écologiques passe-t-elle par leur formation ? En tant qu'enseignant·e, on ne peut que constater la résistance des écoles d'ingénieur·es à une réforme des curricula qui mettrait au cœur de la formation les enjeux écologiques. Néanmoins, les évolutions des formations et les rapports de force entre différentes conceptions et intérêts dans les écoles posent la question des modalités d'introduction de l'écologie dans la manière dont sont formées les nouvelles générations d'ingénieur·es.

Axe 5 - L'idéologie : un écologisme d'ingénieur·es ?

La centralité des enjeux énergie-climat depuis une quinzaine d'années dans les discours écologistes a probablement facilité l'appropriation par les ingénieur·es de la cause écologique. Si la profession d'ingénieur·e a souvent été décrite sous le prisme de son éclatement et de ses hiérarchies et si les ingénieur·es elleux-mêmes sont souvent réticent·es à appréhender l'unité de la profession, la pensée d'ingénieur·es a des caractéristiques fortes. On peut donc s'interroger sur les idées et discours dominants sur l'écologie produits par et diffusés dans le groupe professionnel des ingénieur·es.

Ces différents axes ne sont pas exhaustifs. Notre démarche est intéressée par tout travail empirique portant sur des mondes sociaux dans lesquels des ingénieur·es rencontrent l'écologie ou dans lesquels l'écologie rencontre (positivement ou négativement) des ingénieur·es ou de la pensée d'ingénieur·es.

Références bibliographiques

Bouzin, Antoine, 2023, « La mise en langage de l'écologie par les ingénieurs militants. Une cause distendue entre réductionnisme technique et considérations politiques », *Socio*, n°17, p. 139-160.

Coutant, Hadrien, 2024, « Devenir ingénieur écologiste : l'engagement écologiste par et dans le travail d'ingénieur », Colloque « Réformer le capitalisme de l'intérieur », Paris, 31 mai 2024.

Didier, Christelle & Talin, Didier, 2011, « Attitudes et dynamiques environnementales des ingénieurs », *SociologieS* [En ligne] <http://sociologies.revues.org/5105>.

Dobson, Andrew, 2007, *Green Political Thought*, Londres, Routledge.

Fressoz Jean-Baptiste, 2012, *L'Apocalypse joyeuse : Une histoire du risque technologique*, Paris, Le Seuil.

Jarrige, François, 2014, *Technocritiques. Du refus des machines à la contestation des technosciences*, Paris, La Découverte.

Larrère, Catherine & Larrère, Raphaël, 2015, *Penser et agir avec la nature. Une enquête philosophique*, Paris, La Découverte.

Lascoumes, Pierre, 1994, *L'éco-pouvoir. Environnements et politiques*, Paris, La Découverte.

Steffen, Will, Crutzen, Paul J., McNeill, John R., 2007, « The Anthropocene: Are Humans Now Overwhelming the Great Forces of Nature », *AMBIO*, vol. 36, n°8, p. 614-621.

Vérin, Hélène, 1998, « Autour du mot "ingénieur". L'identité de "l'ingénieur" : quelques repères historiques », *Recherche & Formation*, n°29, p. 11-20.

Équipe éditoriale **EP_{si}**

Antoine Bouzin, doctorant en sociologie et science politique au Centre Émile Durkheim (UMR 5116 : CNRS, Sciences Po Bordeaux, Université de Bordeaux)

Hadrien Coutant, MCF en sociologie à l'Université de technologie de Compiègne, membre du laboratoire Costech (EA 2223 : UTC), chercheur associé au Centre de sociologie des organisations (UMR 7116 : CNRS, Sciences Po)

Christelle Didier, docteure en sociologie (EHESS), MCF en sciences de l'éducation et de la formation à l'Université de Lille, Proféor-CIREL (ULR 4354)

Calendrier

22 novembre 2024 : Réception des propositions

18 décembre 2024 : Retour aux auteur·ices et soumission d'un plan prévisionnel d'ouvrage aux Presses des Mines

20 février 2025 : Journée d'études à Bordeaux

30 avril 2025 : Envoi des papiers rédigés pour le livre

Cet appel est organisé avec le soutien de nos partenaires

